

Entre Bachelet et Morales, existe-t-il une Gauche en Amérique latine?

Alain Touraine

Les expressions «droite» et «gauche», inventées et utilisées dans un tout autre contexte, s'applique nécessairement mal dans le régimes présidentiel ou semi présidentiel de l'Amérique latine. Nulle part en Amérique latine ne s'est constitué le lien entre des mouvement sociaux et des partis politiques acceptant de clairement placer des luttes sociales à l'intérieur d'un certain cadre institutionnel au moins formellement démocratique. Après avoir passé en revue les réalités de différents pays, l'article soutient que la clef ne se trouve pas dans le Venezuela actuel de Hugo Chávez, faible modèle de transformation sociale, mais plutôt dans deux tendances opposées: la mondialisation réussie du Chili et le modèle plus radical, qui, malgré sa fragilité, prend forme dans la Bolivie d'Evo Morales.

Alain Touraine: sociologue français, directeur d'études de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (Paris). Parmi sa vaste et influente oeuvre théorique se trouve la *Sociologie de l'action* (Paris, Seuil, 1965). Son dernier livre traduit à l'espagnol est *Un nouveau paradigme. Pour comprendre le monde d'aujourd'hui* (Paris, Fayard, 2005; Paidós, Buenos Aires, 2006).

Mots clefs: démocratie, inégalité sociale, Amérique latine.

Le résultat de nombreuses élections ces derniers mois en Amérique latine, ont amené beaucoup d'observateurs, la plus part peut être, à parler d'une victoire de la gauche ou d'une évolution de l'ensemble du continent, au delà de différences entre les pays, vers une gauche qui s'éloigne des positions américaines et qui s'appuieraient sur des catégories sociales qui on pourrait appeler plus «populaires».

En fait il n'y a rien à gagner à employer des expression qui on été inventées et utilisées dans un tout autre contexte. Qu'on parle de la Grand Bretagne ou de la France, les expressions: droite et gauche se referant à une régime parlementaire. C'est

donc en Grand Bretagne que cette opposition a le plus de sens, alors que dans le régime présidentiel ou semi présidentiel le langage qui correspond a un régime parlementaire s'applique nécessairement mal. Tellement mal dans le cas latino-américain que je sens de bonnes raisons de prendre une position très éloigné de celle qui a été assez souvent exprimé. Il ne faut pas évidemment que l'Amérique latine va à droite, parce qu'au Pérou Alan Garcia l'emporte et que finalement au Mexique c'est Calderon, le candidat du PAN, qui l'emporte de quelques voix sur Lopéz Obrador.

Oublions ce vocabulaire aussi bien quand on décrit un évolution dans une sens que dans le cas opposé. La hypothèse qui me semble devoir être faite est que l'ensemble du continent s'écarte de plus en plus d'un modèle, sinon parlementaire, du moins, reposant sur des mécanismes d'opposition entre groupes d'intérêts et d'idéologies. L'Amérique latine d'aujourd'hui me semble plus éloigné que celle de il y a trente ans, de donner un expression politique a ses problèmes sociaux. Là est l'essentiel : là a été l'enjeu et là est l'échec. Nulle part en Amérique latine ne s'est constitué le lien entre des mouvement sociaux, fondés sur le travail ou sur la ville voire même sur des groupes ethniques, et des partis politiques acceptant de clairement placer des luttes sociales à l'intérieur d'un certain cadre institutionnel, qu'on pourrait appeler, au moins formellement, démocratique.

Il est vrai que l'Amérique latine n'a presque jamais été proche d'un modèle démocratique. C'est évidemment au Chili et d'une certain mesure en Uruguay qu'on a vu se développer depuis la fin du XIX siècle des schémas politiques semblables à ceux de l'Europe occidentale y compris à l'importance donné par la lutte entre cléricaux et laïques dans le cône sud. Mais le moment où un pays a engagé des changements profonds dans un cadre institutionnel démocratique, c'est le Chili, dans la période de son histoire assez brève qui va du Front Populaire de 1938 au débordement du conservatisme d'Alessandri par la démocratie chrétienne de Frei, puis par l'Unité Populaire entraîné par Allende, les communistes et la Central Unique de Travailleurs.

L'écho qu'ont suscité les années de l'U.P. (1970-1973) a été parfaitement justifié par ce qu'en ce moment ou presque aucun autre pays n'a poussé aussi loin l'association d'un mouvement social, à plusieurs dimension, avec l'élaboration d'une formule nouvelle de gouvernement. Le Chili n'a pas pu échapper à la faiblesse à laquelle ses institutions condamnent tous les gouvernement: Allende n'est arrivé au pouvoir qu'avec l'accord de la démocratie chrétienne et quand ce appui lui fut reti-

ré il est tombé devant le soulèvement de l'Armé, la hostilité de la démocratie chrétienne et l'échec de l'économie et quelques réactions conservatrices largement appuyées par les États-Unis.

La différence entre le Chili d'un côté, et l'Argentine et l'Uruguay de l'autre été extrême et la faiblesse, du point de vue de la démocratie, des régimes que les militaires ont remplacé par leurs coups d'État a empêché que l'image d'une démocratie mise à mort, qui s'applique bien au Chili, soit aussi appliquée aux pays voisins qui pourtant connaissaient des dictatures à peu près au même moment.

Il faudrait à vrai dire remonter loin dans le passé pour trouver un autre exemple aussi impressionnant de lien fort entre des mouvements sociaux et des actions proprement politiques de transformations des institutions et de la société. Il s'agit de la Bolivie portée par de grands mouvements paysans avant même de la révolution de 1952, et le régime de Paz Estenssoro. Dans l'ensemble du continent fait figure d'exception avant tout le Mexique qui a vécu presque toute son histoire post-révolutionnaire sans système politique et sur la direction d'un parti État, jusqu'à ce que la réforme politique sépare l'État du Parti et porta au pouvoir le candidat du PAN, Fox. Si je poursuis, dans l'imaginaire plutôt que dans la réalité l'exemple mexicain je peux avancer l'hypothèse qui a été faite par beaucoup que l'arrivée de López Obrador au Pouvoir aurait très probablement marqué une plus forte association des forces sociales et de forces politiques que ce pays n'avait jamais connu au moins sous la forme dont je fais allusion ici, puisque Cárdenas avait assurément de basses solides mais que son régime n'appartenait pas à la catégorie que l'on peut appeler démocratique.

La faible marge entre le vainqueur et le vaincu dans la récente élection mexicaine montre à quel point ce pays s'est rapproché d'un modèle de gestion démocratique des changements sociaux. Il faut même aller au-delà de cette apparente symétrie car un gouvernement de López Obrador aurait presque certainement comme tâche principale de réintroduire dans le système politique une partie importante de la population qui en était exclue. De ce point il faut reconnaître l'échec de Marcos et des zapatistes. Pourtant on comprend bien qu'il n'as pas voulu s'incorporer au PRD ou à la campagne de López Obrador au tant la hostilité des zapatistes au regard du candidat du PRD apparaît dérisoire au tant qu'erroné. La campagne de Marco n'as pas enlevé beaucoup de voix à López Obrador et l'association de la défense des communautés indiennes et d'un projet démocratique mexicain qu'avait fait la grandeur du mouvement zapatiste jusqu'à la marche sur Mexico, laissant au mouvement zapatiste dans une situation d'extrême affaiblissement. L'importance

symbolique du zapatisme justifie l'importance qu'il faut donner à l'échec de sa position. C'est l'extrême nouveauté de l'action zapatiste qui avait naître l'espoir d'un profond renouvellement de la vie politique sur le continent. Aurait lieu au contraire, non seulement le candidat du PAN l'emporté sur López Obrador mais encore l'espoir née du mouvement zapatiste a disparu, et on ne voit pas comme est qu'elle pourrait renaître dans un avenir proche.

Il n'en reste pas moins que si j'ai placé le cas mexicain au début de cette analyse c'est parce la fin du parti unique, la réalité de la réforme politique, c'est-à-dire, avant tout l'affaiblissement du PRI et la bipolarité forte entre ce que on pourrait appeler presque une droite et une gauche, montre une évolution du Mexique profondément différent de celle des autres pays. Tout c'est passé comme si la force qui avait débordé le statisme de tant d'années, avait été non pas le catholicisme très conservateur de Guadalajara mais l'influence croissante de Monterrey, renforcée de manière accéléré par une émigration massive qui a affaibli beaucoup la capacité d'action politique des catégories les plus défavorises. Dans ce sens même si la victoire ne peut pas avoir de vrai signification puisque la victoire de López Obrador était tout aussi proche de la réalité, il ne reste pas moins que ce que la poussé des secteurs économiques modernes qui, depuis l'élection du Président Fox, exercent une influence très forte sur la politique mexicaine.

Ces propos répondent à des résultats électoraux très récents mais comment ne pas voir le rapidité et le caractère extrême des changements survenues au Brésil? L'importance du Brésil pour lui même, l'importance immense des espoirs placés, même au dehors du Brésil, dans la victoire de Lula, et la personnalité de celui-ci, tout à fait de la présidence, l'élément centrale de la vie politique et sociale latino-américaine. Ce n'est pas le lieu ici de revenir sur la comparaison de Lula et de Fernando Henrique Cardoso, car s'il est vrai que celui dernier a réalisé plus de réformes que on s'attendait et on a dit, on ne peut pas dire qu'il a réussi à créer un système politique solide et capable d'accompagner des grands débats sociaux, puisque comme Lula après lui il n'as pas disposé d'une majorité parlementaire, et a donc du élaborer des alliances qui l'ont affaibli. Les Présidences de Cardoso, qui en effet ont durait dix ans, avaient marqué un très fort redressement de l'Etat et de la capacité de gouverner le Brésil, il avait eu beaucoup de résultats positifs dans différents domaines sociaux, mais le Brésil n'avait retrouvé la croissance perdue depuis longtemps et en face de Cardoso le PT, dès le départ, a cherché à se définir autrement qu'en termes proprement parlementaires. Tout annonçait que la Présidence de Lula serait d'une importance décisive. Le fait que le nouveau président était d'a-

bord un leader syndical et qu'il avait une capacité de mobilisation sociale exceptionnelle ; tout annonçait que l'association de changement sociaux et d'une construction ou transformation du système politique allait enfin se produire, et dans une Etat si important, que cette réussite aurait des résultats analogues dans beaucoup de pays. C'est pourquoi ce que faut appeler la grande déception que fut cette présidence fut le renoncement à élaborer un projet à la fois politique et social de changement. Tout cela nous oblige à parler d'échec fondamental de ces solutions que on peut appeler de gauche, dans l'ensemble du continent.

La réussite remarquable de Ricardo Lagos au Chili, ne constitué pas une exception à ce que je viens de dire, puisque l'adversaire de Lagos n'était pas la droite mais Pinochet, dont l'ombre à continué jusqu'à la chute finale, à couvrir presque toute la droite ; une droite qui était très loin d'être convertie à l'idée de devenir *tory* à l'anglaise ou d'un partie républicain à l'américaine.

Nous avons pas reçu de réponse satisfaisante à la question que chacun se pose: pour quoi l'échec de Lula? Pour éviter tout mal entendu l'échec dont je parle ne sera pas nécessairement personnel. Il existe de fortes chances que Lula soit réélu, et il n'existe pas une opposition fondamentale à cette hypothèse. En revanche personne ne dit avec qui, pour qui et contre qui gouvernerait Lula pendant cette probable seconde présidence. La question posée est si vaste et occupe une place tellement centrale dans la réflexion sur l'Amérique latine que nul ne peut prétendre apporter une réponse satisfaisante. Il faut cependant présenter au moins une hypothèse, même si on ne peut pas le faire avec toute l'argumentation qu'il faudrait.

Cette hypothèse est que dans la plupart des pays d'Amérique latine l'inégalité est si fortement entré dans un dualisme structurel que l'Amérique latine semble incapable de réussir ce que la grand Bretagne et d'autres pays, y compris l'Etats-Unis et la France, ont su créer au delà de la démocratie politique, mais sans la détruire et même en la renforcent, une démocratie sociale fondée sur la reconnaissance par la loi ou par la négociation collective des droits de travailleurs. Cette image qui évoque la société industrielle européenne et nord-américaine ne convient pas au Brésil qui a presque constamment été dirigé, dans son action économique comme dans sa politique sociale par l'Etat, depuis l'échec des tentatives libérales avant 1930 sans sous estimer l'importance de la Présidence de Kubitschek.

Le caractère le plus importante du système politique latino-américain est qu'il a été constamment incapable aussi bien de créer une démocratie sociale que de créer une révolution sociale. L'Amérique latine n'a jamais été ni libérale ni révolutionnaire, à

l'exception évidente de Cuba, mais qui n'est qu'apparemment une exception parce que dès le début de l'exercice de son pouvoir Fidel Castro avait indiqué son rejet du model latino-américain et la priorité qu'il donnait après Martí, à la lutte pour l'indépendance nationale, priorité qui conduira Fidel Castro à associer complètement son régime à l'existence du bloc soviétique.

Incapable d'élaborer une politique fondée sur les droits démocratiques et tout autant d'entreprendre des reformes structurelles profondes l'Amérique latine n'a jamais réussi à sortir d'un mélange confus de nationalisme et de populisme, dont le péronisme fut est l'exemple le plus connu, et qui a abouti à un double échec: affaïsse ou disparition du système politique et absence de transformation sociale. Sinon de manière inverse de ce qui était attendu dans l'Argentine d'après 2001 qui ne vit pas la montée de la classe ouvrier mais la chute massive de la classe moyenne.

L'échec du Brésil alors que tout semblait favoriser Lula oblige à conclure que à ce moment là les chances d'une solution à la fois transformatrice et démocratique avaient beaucoup diminuée ou avaient complètement disparu de tous les pays. Depuis vingt ans on parle partout de la priorité qu'il faut donner à la lutte contre les inégalités. Dans l'ensemble cette lutte n'a pas été menée et en tous cas elle n'as pas abouti.. C'est pour quoi, on est obligé de conclure que ce grand model virtuel de politique latino-américaine, c'est-à-dire l'association d'une démocratie renforcée et d'une transformation sociale volontariste n'a plus de possibilité réelles de se réaliser et n'as plus d'avenir. Les événements politiques qui se sont produits dans différents pays du continent n'encouragent aucunement l'idée d'un mouvement général vers la gauche. La conclusion opposée à la quelle je suis arrivé, l'échec durable et profond d'une démocratie sociale vigoureuse, s'impose à nouveau.

La véritable interrogation sur la situation présente ne porte plus sur le rôle de telle ou telle variable de la démocratie sociale. Le problème qu'il est indispensable de poser clairement est celui des chances d'une nouvelle politique de rupture inspirée par Fidel Castro et représentée aujourd'hui par le Venezuela Hugo Chávez tient, en face de ce modèle, les chances d'un volontarisme politique et social beaucoup plus radical que ce qui était envisagé en particulier dans les pays du cône sud. Etant donné l'échec de la candidature de Humala au Pérou et la complexité de la situation équatorienne –en laissant complètement de cote la Colombie qui demanderait un analyse complètement différente– le lieu où se décide la vie politique du continent et sa capacité d'inventer un modèle politique et sociale capable d'agir sur une situation extraordinairement difficile, ce lieu est sans aucun doute la Bolivie.

L'opinion publique latino-américaine l'a immédiatement compris et le gouvernement a reçu jusqu'à ici un appui favorable et même si de conflits d'intérêt très réels opposent le Brésil à la Bolivie, il semble exister une conscience générale imposant au continent et à l'ensemble de ses pays d'accepter le modèle bolivien tel qu'il se fait, dans sa radicalité, dans son nationalisme et dans héroïsme, dans ses excès de langage et des actions aussi. Je suis de ceux qui pensent que l'avenir politique du continent dépend avant tout aujourd'hui des chances de la Bolivie de Evo Morales de construire et de réaliser un modèle de transformation social et par la même de se rendre de plus en plus indépendant de la rhétorique de Chavéz qui, malgré les progrès réalisés depuis l'élection démocratique du Président, reste un faible modèle de transformation sociale, si on considère l'immensité de ressources fournies au Venezuela par l'augmentation brutale du prix de pétrole en faveur de pays producteurs.

La situation de Morales est d'une fragilité qui rend son importance encore plus importante. Que il n'ait pas réuni la majorité qualifiée nécessaire au succès du référendum n'est pas surprenant, mais l'opposition de Santa Cruz reste très forte, peut trouver des appuis à l'étranger, tandis que la capacité de gouverner de la nouvelle équipe est probablement plus fragile encore et plus faible que on ne le pense.

Au moment où une probable deuxième présidence de Lula se prépare dans un vide, un peu près complet de projets et d'équipes dirigeantes, c'est bien dans la solution plus radicale que représente la Bolivie de Morales ou il faut voir la possibilité d'établir un lien entre la lutte contre l'inégalité et la lutte pour la démocratie qu'est l'enjeu permanent des débats de tout le continent, mais qui se soldent aujourd'hui par un échec quasiment générale.

Ce n'est pas par hasard ou par erreur que n'a pas été considéré jusqu'à ici le cas de l'Argentine, pays dont l'extrême importance rend impossible de ne pas l'accorder une attention sérieuse.

La partie aisée de l'analyse me semble de prendre acte pour l'Argentine comme pour les autres pays de l'échec définitif du modèle national populiste de décennies passées. Il est vrai que le gouvernement actuel de l'Argentine, de même que son prédécesseur immédiat se définissent comme péronistes mais le mot est pratiquement vide de contenu et surtout forme une contre sens lors que il s'agit de définir le gouvernement Kirchner. Comment pourrait-on demander à l'Argentine d'élaborer un modèle à la fois politique et social de changement qu'elle n'a pas vraiment cherché? Alors que l'Argentine commence à émerger de la catastrophe qui a dé-

truit son économie et sa société et sans que les résultats obtenus manifestent de progrès importants dans la gouvernabilité de l'Argentine puisque le redressement déjà important de ce pays tient à trois facteurs : la forte augmentation des importations chinoises, l'aide financière consentie par Chavez et complétée par les décisions prises contre des entreprises européennes, et enfin la concentration rapide de toute les pouvoirs dans les mains de Kirchner. Si l'Argentine devait inventer un nouveau modèle de développement il devrait être plutôt de type libéral, étant donné l'importance du commerce international dans l'économie argentine et surtout étant donné que l'avenir de l'Argentine dépend en grande partie de la capacité de ce pays à se donner des élites politiques administratives et économiques, qu'elle capable de créer mais dont elle ne s'est jamais souciée jusqu'à ici de faciliter la formation et le développement.

Pas plus que dans aucun autre pays il n'est possible de parler de gauche et de droite en Argentine mais la logique de la situation pousse plutôt vers des solutions volontaristes mais libérales qui ne peuvent être rééquilibrées que par la résistance et la capacité élargie de décision du Président Kirchner.

Nul ne peut assurer que le continent connaîtra la réussite ou l'échec. Par l'instant le retour de la croissance dans beaucoup de pays fait régner, malgré des difficultés immenses, un climat sinon euphorique du moins modérément optimiste. En tout cas, on trouve en Amérique latine une confiance dans l'avenir que on ne trouve presque nulle part aujourd'hui en Europe, à l'exception de l'Espagne. La conclusion sur laquelle je souhaite m'engager, dans la mesure au moins de ma capacité d'analyse, est que seule une radicalité politique beaucoup plus grande que celle de la période récente peut permettre aux pays du continent d'échapper à deux solutions apparentes et qui sont autant l'une que l'autre chargées du plus grand danger, c'est-à-dire d'un côté un gouvernement des élites libérales appuyées sur une économie mondiale globalisée et que peut progresser dans certains domaines et de l'autre ce qu'on pourrait appeler une illusion néo-castriste.

Cette conclusion plutôt inquiétante ne correspond pas à l'image qui a de lui-même un pays important du continent, le Chili. Ce n'est pas s'en tirer par une pirouette que de répondre avec les Chiliens eux-mêmes qui se sentent de moins en moins appartenir à l'Amérique latine, et qui espèrent avant tout, pour reprendre la célèbre phrase du Président Lagos, s'enrichir avec le commerce entre l'est et l'ouest du monde, comme le fit une autre fois la République de Venise. Cela est une forme extrême d'une des solutions possibles, celle de la mondialisation réussie; l'autre so-

lution est celle qui prend forme, malgré sa fragilité, en Bolivie. Entre ces deux tendances, profondément opposées l'une à l'autre, il me semble impossible à l'heure actuelle de définir d'autres solutions possibles. ☐